(N° 326.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1845 — 1846.

Traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et les
Pays-Bas, le 29 juillet 1846 (¹).

Rapport fait, au nom de la section centrale (²), par M. DE BROUCKERE.

MESSIEURS,

La section centrale, chargée de s'occuper du projet de loi présenté à la Chambre par M. le Ministre des Affaires Étrangères, dans la séance du 6 de ce mois, et du traité conclu le 29 juillet, entre la Belgique et les Pays-Bas, s'est réunie une première fois le samedi huit. Dans cette séance, elle a dépouillé les procès-verbaux des sections, elle a reçu une communication de M. le Ministre des Finances, dont il sera rendu compte à la fin de ce rapport, elle a entendu les explications de M. le Ministre des Affaires Étrangères et ses réponses aux diverses questions qui lui ont été posées; enfin, elle a examiné, débattu quelques-unes des dispositions du traité. Elle a ensuite ajourné la discussion au lundi dix, par le double motif, que plusieurs des questions que soulève le traité étaient trop graves pour pouvoir être résolues sans de mûres réflexions, et que le traité n'étant connu que depuis le 6, les intérêts engagés n'avaient pas pu être consultés, et qu'il lui a paru convenable de donner à ces intérêts le temps de s'expliquer.

Une seconde réunion eût donc lieu ce jour-là, dans laquelle la section s'est prononcé sur le traité, après l'avoir longuement discuté.

(¹) Projet de loi, n° 321.

(²) La section centrale, présidée par M. LIEBDS, était composée de MM. DE BROUCKERE, ROGIER, DE LEHAYE, VEYDT, TROYE et GOBLET.

Rapporteur de la section centrale, je tacherai de vous rendre un compte bref et exact de l'examen auquel elle s'est livrée. Je pourrai être d'autant plus concis, qu'elle a décidé, à l'unanimité, que le rapport se bornerait à résumer les observations faites dans les six sections et dans la section centrale et à reproduire les explications fournies par le Gouvernement, sans entrer dans des discussions politiques, dans des considérations générales, devenues inutiles aujourd'hui, et que l'on trouve d'ailleurs exposées dans le rapport de M. le Ministre des Affaires Étrangères du 15 janvier, dans celui fait par M. d'Elhoulgne, comme rapporteur d'une section centrale, le 2 mars, et dans l'exposé des motifs présenté à l'appui du projet de loi dont nous nous occupons.

Le traité du 29 juillet, renvoyé par la Chambre aux diverses sections, y a rencontré peu d'adversaires. En général, examiné dans son ensemble et, bien que les faveurs qu'il accorde aux Pays-Bas n'aient échappé à personne, il a été considéré comme avantageux aux intérêts belges, plus avantageux que n'était l'état de choses qui existait avant le 29 décembre 1845, et dont la cessation avait fait naître tant et de si justes regrets. Il a été approuvé par toutes les voix, sauf deux, qui se sont prononcées contre son adoption, et trois qui se sont abstenues.

Remarquons d'abord deux choses : La première, c'est que le traité met en évidence la facilité de concilier les intérêts matériels des deux pays, puisque, s'il convient à la Belgique, il doit être au moins aussi bien accueilli par les habitants des Pays-Bas, qui ont obtenu presque tous les avantages que leur Gouvernement avait réclamés en leur faveur.

La seconde, c'est qu'un incontestable avantage du traité, avantage immense pour l'une et pour l'autre des parties contractantes, sera d'établir de la fixité, de la stabilité dans les relations commerciales qui vont se nouer entre les deux pays, et qui jusqu'ici, bien que nombreuses, importantes, étaient toujours incertaines, manquaient d'un avenir assuré, et par là même ne permettaient guère d'opérations longues et suivies, puisque d'un jour à l'autre ces relations pouvaient être, sinon interrompues, du moins fort gênées, sensiblement altérées.

En examinant les dispositions du traité, l'on voit que la Belgique a fait des concessions sur la pêche et le bétail; qu'elle a rendu définitives, en faveur des Pays-Bas, les exceptions à la loi générale du 21 juillet, en ce qui concerne le café et le tabac, qu'elle leur a assuré, pour la durée du traité, l'introduction, à un droit réduit, de 12 millions de kilog. de céréales par an, qu'elle a accordé des réductions de droits sur divers fabricats.

Sans parler de la perte éventuelle que ces concessions feront subir au trésor, on ne peut pas se dissimuler qu'elles imposent de pénibles sacrifices à plusieurs de nos industries, à celle de la pêche surtout, au développement de laquelle le Gouvernement doit peut-être se reprocher d'avoir trop poussé, et qui, sous tant de rapports, a droit à nos plus vives sympathies. Mais il fallait y consentir ou renoncer à traiter avec les Pays-Bas. Comment parvenir, d'ailleurs, à une

convention internationale qui nous assure des avantages, sans en accorder, de notre côté, à la nation de qui nous les recevons? Jamais convention de cette nature n'a été conclue, sans que quelques intérêts ne fussent froissés.

La fabrication des étoffes dites coatings, calmoncks, duffels, etc., est aussi assez durement atteinte, et ne devait pas s'y attendre, après les mesures prises récemment pour les protéger, et sous l'influence desquelles elle paraît avoir pris un grand accroissement.

D'un autre côté, il faut bien reconnaître, cependant, d'abord que les sacrifices auxquels nous avons consenti, quant à la pêche et au bétail, ne seront pas sans compensations, puis qu'ils pourront, jusqu'à un certain point, tourner à l'avantage de la masse des consommateurs qui, depuis quelque temps, se plaignent, à bon droit, de l'extrême renchérissement du poisson et de la viande, et en second lieu que l'on a stipulé des réserves qui rendront moins sensible le dommage que certaines industries auront à supporter.

Ainsi, pour le bétail, la plus forte réduction n'atteint que le bétail jeune et ne nuira guère, sous ce rapport, aux éleveurs, aux engraisseurs qui, pour ce bétail, ont besoin du secours des importations étrangères, tandis que le gros bétail, en général, restera chargé d'un droit de 8 ⁷/₈ centimes par kilogramme, les additionnels compris.

Quant aux produits de la pêche, la réduction ne porte que sur des quantités déterminées; l'ancien tarif demeure en vigueur pour le reste de la consommation. Ces quantités ont été fixées à 2,000,000 kil. pour le poisson frais, à 5,000 tonnes pour la morue, et, si les chiffres qui m'ont été fournis sont exacts, on pourrait estimer la consommation du poisson frais en Belgique à plus de 5,000,000 kilog., celle de la morue à plus de 15,000 tonnes.

Voici maintenant les principaux avantages que le traité du 29 juillet assure à la Belgique :

D'abord une notable réduction des droits de sortie sur les produits des possessions néerlandaises dans les Indes orientales, réduction qui, toutefois ne s'applique qu'à une quotité déterminée de produits; et s'il est vrai que tout porte à croire que le commerce belge n'atteindra pas de sitôt cette quotité, il serait cependant impossible de rien affirmer de positif à cet égard;

Des réductions de droits ou des facilités de navigation sur le canal de Bois-le-Duc, sur la Meuse, sur l'Escaut et sur les autres voies fluviales;

Enfin, des réductions sur les droits dont étaient frappés, à l'entrée dans les Pays-Bas, les tissus de laine, de coton et de lin et les tissus mélangés (tissus de Roubaix et de Mouscron), la bonneterie, les dentelles et les tulles, les verres à vitre, les glaces, les meubles, les clous, les ouvrages en fer, les cuirs tannés et préparés, le papier, la bière, etc.

Ajoutons à cela que les Pays-Bas se sont engagés à traiter la Belgique sur

le pied de la nation la plus favorisée, relativement à la houille, aux glaces et aux spécialités de l'article *fer*, qui ne sont pas désignées dans le traité.

Il est juste aussi de mentionner ici la disposition de l'art. 24, qui est conçue dans les termes suivants :

« Les réductions de droits concédées de part et d'autre par le présent traité » ne seront accordées spécialement à d'autres pays que *moyennant des » équivalents.*

» Si, par la suite, l'une des deux hautes parties contractantes accorde à une » autre nation quelconque de plus grands avantages relativement aux objets » dénommés dans le traité, *ces avantages deviendront, de plein droit, communs » à l'autre partie.* — Sera considéré comme avantage plus grand, qui devra » être accordé aux provenances des Pays-Bas, une plus forte réduction des » droits d'importation, accordée à des pays autres que ceux de production sur » les marchandises spécifiées à l'art. 14 du présent traité.

» Si d'autres faveurs en matière de commerce et de douane sont concédées » par l'un des deux États à quelque autre nation, les mêmes faveurs seront » partagées par l'autre État, qui en jouira gratuitement si la concession est » conditionnelle, auquel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale » entre les deux États.

» Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes rendrait d'application » générale les faveurs qu'elle concède, savoir : la Belgique, par rapport aux » tissus de laine ou au régime exceptionnel établi par l'art. 14, et les Pays-Bas » par rapport aux tissus de coton, de la laine ou de lin, la partie qui se croira » lésée aura, pendant six mois, à compter du jour où une semblable mesure » aurait été mise à exécution, le droit de dénoncer le présent traité, qui cessera » ses effets un an après que cette dénonciation aura été notifiée à l'autre partie ; » tandis que l'art. 11 du traité de commerce et de navigation conclu le 25 juillet 1840 entre la France et les Pays-Bas porte : « Les concessions faites de part » et d'autre dans le présent traité ayant été consenties à titre d'ensemble et » d'équivalent aux avantages réciproquement acquis par le même traité, les » hautes parties contractantes se sont néanmoins réservé d'admettre à la parti- » cipation auxdites concessions, soit en totalité, soit en partie seulement, *avec » ou sans équivalents*, d'autres États, et même d'en rendre l'application » générale.

» Si l'une des hautes parties contractantes accordait, par la suite, à quelque » autre État des faveurs en matière de navigation, de commerce ou de douane, » autres ou plus grands que celles convenues par le présent traité, les mêmes » faveurs deviendront communes à l'autre partie, *qui en jouira gratuitement » si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est » conditionnelle* ; auquel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale » entre les hautes parties contractantes. »

On a demandé dans une section pourquoi les droits, dont la chaux est frappée aux frontières des Pays-Bas, n'ont pas été réduits, et si le Gouvernement a perdu cet objet de vue, lors des négociations. Il résulte des explications de M. le Ministre des Affaires Étrangères, que la réduction des droits d'entrée sur la chaux a été plusieurs fois réclamée, dans le cours des négociations, mais qu'elle n'a pu être obtenue. Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé devoir maintenir la protection établie en faveur de la production de la chaux de coquillages, principalement par le motif que cette industrie emploie en grande quantité la tourbe, dont la consommation, dans ce pays, a considérablement diminué, depuis que l'usage du charbon y est devenu plus général.

Dans une autre section, on a exprimé des regrets de ce que le bénéfice de l'art. 22, qui accorde une réduction des droits de sortie sur les cendres de foyer, exportées des Pays-Bas pour la Belgique par les bureaux de Bath et du Sas-de-Gand, n'ait pas été étendu à celles exportées par la Meuse. Des ouvertures à cet égard n'ont pas manqué d'être faites; mais le Gouvernement des Pays-Bas n'a pas consenti à autoriser la sortie de cet engrais, au droit réduit, par les autres points de la frontière, parce que, dans un grand nombre de localités, il est indispensable aux cultivateurs néerlandais, pour amender leurs terres.

Un des paragraphes de l'art. 14 porte : « L'importation annuelle des 7 millions de kilogrammes de café, mentionnés au § 1^{er}, litt. a, ne pourra se faire que par les bureaux de douane d'Anvers, de Liège et de Gand, dans les proportions suivantes, savoir :

» Anvers	4,550,000 kilog.
» Liège	1,500,000 id.
» Gand	950,000 id. »

Cette disposition a donné lieu à une observation qui se résume dans les termes suivants : il doit être indifférent aux Pays-Bas, que les 7 millions de kilogrammes de café entrent par l'un ou par l'autre port; pourquoi le Gouvernement s'est-il lié dans le traité relativement à cet objet?

Voici comment il a été répondu à cette observation :

Lorsqu'un droit de faveur n'est accordé que pour une quantité déterminée de marchandises, il est indispensable de désigner le bureau par où l'importation au droit exceptionnel doit s'effectuer, afin d'empêcher qu'à un moment donné, des importations faites à la fois par différents bureaux ne dépassent le *maximum* fixé.

Pour prévenir des réclamations ultérieures et donner à la mesure la stabilité désirable, dans l'intérêt du commerce, il a été jugé utile de préciser, dans le traité même, les quantités à importer par les différents bureaux, et le Gouvernement belge n'a trouvé aucun motif pour s'opposer à la demande faite, à ce sujet, par les Pays-Bas.

Une interpellation de la même nature, relativement à la morue, a été l'objet d'une réponse identique.

A l'occasion du § 2, *litt. E*, du protocole qui porte : « Les chapeaux dont » le fond est en feutre et la peluche en soie, importés de Belgique dans les » Pays-Bas, seront soumis aux droits fixés pour les chapeaux de soie, » on a désiré savoir si les droits sur les chapeaux de soie ne sont pas plus élevés que ceux sur les chapeaux de feutre.

Suivant le tarif des douanes des Pays-Bas, les droits d'entrée sont établis comme suit :

Sur les chapeaux de feutre	fl. 0 50 pièce.
Sur toute autre espèce de chapeaux	0 25 id.

Le § 2 du *litt. E* du protocole a pour objet d'établir, d'une manière positive, que les chapeaux de soie, montés sur un fond de *feutre*, sont admis comme *chapeaux de soie*. Le tarif néerlandais avait reçu une application contraire, et des réclamations s'étaient élevées en Belgique.

Une autre question a été posée dans les termes suivants : Quelle sera la différence, en produits, entre les objets tarifés antérieurement au poids et ces mêmes objets tarifés à la valeur, et quelle sera la réduction du droit pour les articles qui subiront cette transformation ?

Voici la réponse du Gouvernement.

Cette question est comprise dans ce sens que l'on désire avoir les éléments de comparaison, pour apprécier la portée des réductions obtenues sur des articles cités dans le tableau joint au traité, *sub litt. D*, et qui sont tarifés, d'une part, au poids, et d'autre part, à la valeur.

Le rapport entre un droit fixe au poids et le droit à la valeur, c'est-à-dire, le *tantième pour cent*, ne peut être établi qu'approximativement, puisque la *valeur* de la marchandise est essentiellement variable et repose sur des moyennes.

Dans les calculs qui suivent, cette approximation a été faite aussi exactement que possible.

Les articles auxquels se rapporte la question posée par la section centrale sont :

Le fil de lin ;

Le papier colorié ;

Les papiers autres que le papier colorié et celui à meubler ;

Les tissus mélangés de laine et de coton, dont la chaîne est exclusivement en coton et 6 mètres pèsent un kilog., ou plus ;

Le verre à vitre ;

Et le verre à vitre coloré, à figures ou à fleurs en blanc.

Le <i>fil de lin</i> est taxé à l'entrée des Pays-Bas au droit général de	15 fl. par 100 kilog.
Le droit spécial à la Belgique est de	12 id.
	—
La différence est donc de	3 id.

Mais le tarif antérieur à la loi néerlandaise du 19 juin 1845, portait un droit de 6 p. % à la valeur.

On peut évaluer la taxe de 15 fl. par 100 kilog. comme correspondant à un droit *ad valorem* de 10 p. %.

Donc le tarif du 19 juin a eu pour effet d'élever le droit de 4 p. %.

Et la réduction en faveur de la Belgique, de 5 fl. sur le droit général, soit du cinquième, établit le droit fixé par le traité à 8 p. %, soit 2 p. % de moins que le droit général actuel et 2 p. % de plus que le droit antérieur au tarif du 19 juin.

Papier colorié. — Le droit général de 8 fl. par 100 kilog. est remplacé par un droit de 5 p. % *ad valorem*.

Le droit de 8 fl. par 100 kilog. équivaut à 12 p. % de la valeur.

Ainsi, le droit général est réduit des $\frac{3}{4}$, en faveur de la Belgique.

Autres papiers (non compris le papier à meubler.) — Le droit général de 8 fl. par 100 kilog. est réduit à 6 fl. pour la Belgique. C'est donc une différence en moins de 2 fl. ou d'un quart par 100 kilog.

Le droit spécifique de 8 fl. par 100 kilog. correspond environ à un droit *ad valorem* de 10 p. %.

Celui de 6 fl. à un droit *ad valorem* de 7 $\frac{1}{2}$ p. %.

D'après ce calcul, le droit réduit applicable à la Belgique, répondrait à la moitié du droit antérieur au tarif du 19 juin 1845.

Tissus mélangés de laine et coton, dont la chaîne est exclusivement en coton et dont 6 mètres pèsent 1 kilog. ou plus. — Le droit général de 54 fl. par 100 kilog., répond environ à un droit de 12 p. %. Le droit spécial à la Belgique, étant fixé à 4 p. %, c'est une réduction des $\frac{2}{3}$.

Verre à vitre. — Le droit général de fl. 1-50, équivaut à un droit *ad valorem* de 12 p. %. Le droit spécial pour la Belgique, étant établi à 6 p. %, c'est une différence en moins de moitié sur le droit général.

Verre à vitre coloré et à figures ou à fleurs en blanc. — Le droit général correspond à un droit *ad valorem* de 8 à 10 p. %. Le droit spécial à la Belgique, étant de 6 p. %, il en résulte une différence en moins de 2 à 4 p. % sur le droit général.

Des doutes s'étant élevés dans quelques esprits sur le sens et la portée de plusieurs dispositions du traité, je vais maintenant exposer dans quels termes ces doutes ont été manifestés, et reproduire les explications qu'a données le Gouvernement, par l'organe de M. le Ministre des Affaires Étrangères.

1^o Dans le cas où, en exécution de la loi de 1854, les frontières viendraient à être fermées à l'entrée des céréales, cette prohibition serait-elle applicable aux 12,000,000 de kilogrammes que les Pays-Bas peuvent introduire à un droit réduit?

La loi du 51 juillet 1854, sur les céréales, établit une échelle mobile pour les droits d'entrée; cette échelle est terminée d'une part par la libre entrée, d'autre part par la prohibition.

La stipulation de l'art. 23 ne trouve donc son application que lorsque l'entrée des céréales est soumise au paiement d'un droit; il paraît hors de doute que cette stipulation est sans application, quand il y a prohibition ou entrée libre.

2^o En présence de la disposition de l'art. 13 qui porte que : « les hautes » parties contractantes s'assurent réciproquement le régime de la nation la » plus favorisée, pour le transit par leurs États respectifs, » le transit du poisson et celui du bétail restent-ils prohibés?

Le Gouvernement belge n'a pas consenti à la levée de la prohibition du transit du poisson, ni du bétail; les deux parties contractantes se sont simplement garanti le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le transit. — Or, la défense du transit du poisson et du bétail étant absolue pour toutes les nations sans exception, il demeure défendu aussi pour les Pays-Bas.

3^o Quel est le sens du 5^e alinéa du n^o 4 de l'art. 14, ainsi conçu : « Il est » entendu que la différence, résultant des stipulations qui précèdent entre les » droits réduits et les droits moins élevés du tarif actuellement en vigueur en » Belgique, sur les marchandises spécifiées plus haut, ne sera point augmentée » pendant la durée du présent traité? »

Ce paragraphe doit être compris en ce sens, que, quels que soient les changements que l'on apporte au régime des droits d'entrée en Belgique, la *quotité* de la différence entre les droits fixés par l'art. 14 pour les importations favorisées des Pays-Bas et les droits correspondants les moins élevés du tarif actuel, ne pourra être augmentée.

En d'autres termes, et prenant pour exemple la disposition relative aux sept millions de café, la quotité de 99 centimes, qui fait la différence entre le droit de faveur de fr. 9-99 accordé à l'importation des Pays-Bas et le droit de 9 fr. qui est le moindre du tarif, ne pourra subir d'augmentation au préjudice du commerce des Pays-Bas.

4^o Pourquoi la défense du transit, par la Meuse, des fils et des tissus de lin

n'est-elle pas inscrite dans le traité? Existe-t-il une ancienne convention, ou bien faudra-t-il, pour obtenir cette défense, faire de nouvelles concessions aux Pays-Bas?

Un article additionnel au règlement du 20 mai 1845, concernant la navigation de la Meuse, porte ce qui suit :

« Le transit par la Meuse des fils et tissus de lin et de chanvre reste prohibé.

» Toutefois la disposition qui précède, relative aux fils et tissus de lin et de chanvre, cessera d'être en vigueur en même temps que la convention de commerce, conclue entre la Belgique et la France, le 16 juillet 1842... »

La prohibition du transit, par la Meuse, des fils et tissus de lin et de chanvre, n'a d'autre utilité que celle qu'elle tire de sa corrélation avec le régime de faveur dont nous jouissons en France pour l'importation des fils et tissus de lin, la prohibition du transit par la Meuse étant une condition de la jouissance du régime de faveur.

Or, l'article additionnel ci-dessus rapporté nous garantit le maintien de la prohibition pendant la durée de la convention conclue avec la France le 16 juillet 1842.

Le traité avec la France, du 15 décembre dernier n'est que le renouvellement la continuation de la convention du 16 juillet, comme le porte l'art. 1^{er} de ce traité, qui est ainsi conçu : « La convention du 16 juillet 1842 est continuée, etc... » Ce traité a donc stipulé la durée obligatoire pendant six ans, du régime de faveur créée par la convention de 1842.

La durée de cette convention étant prorogée pour un terme obligatoire de six années, la prohibition du transit, par la Meuse, des fils et tissus de lin se trouve, par le fait même, et en vertu de l'article additionnel ci-dessus rappelé, également prolongée pendant le même terme; à l'expiration des six années, si le traité n'est pas dénoncé, s'il reste en vigueur, la prohibition du transit par la Meuse sera maintenue; ce n'est que lorsque le traité cessera d'exister que la prohibition du transit devra être rapportée, et, dans ce cas, il n'existera aucune raison pour la maintenir.

Des regrets ont été exprimés de ce que le Gouvernement n'ait pas obtenu les anciens points d'amarrage et de déchargement sur la côte du Brackman, pour tous les produits de la pêche, comme ils ont été accordés pour les salicoques. Sur le désir qui a été exprimé à M. le Ministre, que cet objet fût réglé par des négociations ultérieures, il a répondu que le Gouvernement a fortement insisté pour que les bateliers belges fussent autorisés à amarrer leurs bateaux et à décharger tous les produits de leur pêche dans le Brackman, indistinctement, à un point qui leur fût plus commode que celui actuellement désigné, mais que le Gouvernement néerlandais s'est constamment refusé à consentir à une dérogation aux règlements arrêtés et conclus entre les deux pays, plus étendue que celle stipulée au § 4 du protocole annexé au traité. — Si l'occasion s'en présente, le Gouvernement fera de nouvelles instances, et il espère les voir appuyer pour quelques intérêts néerlandais.

Sur des interpellations adressées au même Ministre, dans le sein de la section centrale, il a formellement déclaré :

Qu'il n'a pas été question, pendant le cours des négociations, du chemin de fer à établir à travers le duché de Limbourg ;

Qu'il n'a fait aucune promesse de modifier le régime actuel du pilotage ;

Qu'il n'existe, en dehors du traité, aucun engagement ni écrit, ni verbal qui puisse lier le Gouvernement ou gêner, dans l'avenir, sa liberté d'action sur quelque point que ce soit.

A la suite du présent rapport on trouvera des annexes indiquant, pour satisfaire aux vœux exprimés par d'honorables membres de la Chambre :

1^o Le mouvement mensuel du commerce entre la Belgique et les Pays-Bas, pendant le premier semestre de 1845 et celui de 1846 ;

2^o La valeur approximative de nos exportations en poisson, pendant les années 1841, 1842, 1843, 1844 et 1845 :

3^o Quels seraient, dans les deux pays, les résultats financiers de l'exécution du traité, si on appliquait le nouveau tarif à la moyenne des années 1841 à 1844 :

4^o Le nombre des chaloupes de pêche qui existaient de 1852 à 1854 et de 1856 à 1844 .

J'arrive maintenant à la communication faite à la section centrale par M. le Ministre des Finances.

L'art. 20 du traité réduit le droit d'entrée sur la bière en cercle.

La restitution de l'accise à l'exportation forme le complément de cet article.

Les art. 55 et 56 de la loi du 2 août 1822 déterminent les conditions légales moyennant lesquelles l'exportation peut avoir lieu.

Selon M. le Ministre, il est possible, sans compromettre les intérêts du trésor et sans faire naître des abus, de modifier aujourd'hui ces conditions en faveur de notre industrie. L'on peut notamment réduire la quantité *minimum* fixée par la loi à 40 hectolitres; autoriser la sortie par terre, canaux et rivières ; permettre de déposer en entrepôt certaines qualités de bières fortes.

Avant de donner par la loi un caractère définitif à ces mesures, il pense cependant qu'il est prudent de les soumettre à un essai.

D'un autre côté, quelques éléments manquent encore, pour arrêter toutes les dispositions nécessaires, par exemple, pour résoudre les questions relatives au taux et au mode d'application de la décharge.

Afin de mettre prochainement l'industrie en jouissance de ces avantages, le Gouvernement a cru devoir présenter un article additionnel qui l'autoriserait à modifier provisoirement, de manière à faciliter l'exportation, les conditions établies par la loi de 1822.

Les Chambres seraient saisies dans leur prochaine session d'un projet de loi destiné à sanctionner les mesures prises par le Gouvernement.

En conséquence, M. le Ministre a soumis à la section centrale, qui l'a adopté à l'unanimité, un article additionnel qui est ainsi conçu et qui, s'il est voté par la Législature, deviendra le troisième du projet :

« Le Gouvernement modifiera, provisoirement, les conditions établies par » les art. 55 et 56 de la loi du 2 août 1822 (*Journal officiel*, n° 32), de manière » à faciliter l'exportation des bières avec décharge de l'accise.

» Les dispositions prises en vertu du présent article, seront soumises à » l'approbation des Chambres, dans leur prochaine session. »

En résumé, la section centrale a admis le traité du 29 juillet et adopté le projet de loi du 6 août, ainsi que l'article additionnel présenté par M. le Ministre des Finances.

Quant à l'art. 2, qui est la reproduction de l'art. 4 du projet de loi proposé le 2 mars par la section centrale, qui avait examiné le projet de loi contenant des modifications provisoires au tarif des douanes, la section n'y a donné son adhésion que par les considérations développées dans le rapport de l'honorable M. D'Elhoungne, du 2 mars dernier, considérations auxquelles elle se réfère.

Deux membres ont fait remarquer que les nombreuses et importantes concessions, faites par le traité au pavillon des Pays-Bas, ne laissent, en quelque sorte, debout de la loi des droits différentiels que la partie onéreuse et gênante au commerce du pays. Ils pensent qu'il y a lieu de revenir sur plusieurs dispositions de cette loi et notamment en ce qui concerne les navires qui relâchent dans un port intermédiaire. — D'après eux, il faudrait que les navires, venant des lieux de production et qui ne relâchent dans un port intermédiaire que pour ordres sans faire aucune opération de commerce, fussent admis aux mêmes droits que les importations directes.

La section centrale recommande cette question à toute la sollicitude du Gouvernement (*).

Le rapporteur,
H. DE BROUCKERE.

Le président,
LAEDTS.

(*) Une faute d'impression s'est glissée dans le tableau *litt. E*, annexé au traité, pag. 38, et a été relevée par une des sections.

Il est dit dans ce tableau : « Taurillons, bouvillons et génisses, ayant encore quatre dents » de lait, ainsi que veaux pesant 30 kilog. *au plus*. »

Lisez : *ou plus*.

Les veaux pesant 30 kilog. et *au-dessus* (c'est à dire 30 kilog. ou plus de 30 kilog.) sont soumis par notre tarif général, comme les taureaux, bœufs, etc., à un droit de 10 centimes par kilog., et c'est ce droit qui a été réduit par l'art. 22 du traité. Quant aux veaux pesant moins de 30 kilog., il n'en est pas question : le tarif ne les impose qu'au droit de 50 centimes par tête.

ANNEXES.

ANNÉE N° 1.

Mouvement mensuel du commerce entre la Belgique et les Pays-Bas. — 1846 et 1845.

MARCHANDISES.	JANVIER.	FÉVRIER.	MARS.	AVRIL.	MAI.	JUN.	TOTAL pour le 1 ^{er} semestre.
---------------	----------	----------	-------	--------	------	------	---

IMPORTATIONS EN BELGIQUE. — MISES EN CONSOMMATION.

Bestiaux.	Bêtes bovines, veaux exceptés.	têtes.	1846	361	786	1,214	1,458	1,146	401	5,546
		têtes.	1845	489	514	444	954	862	692	5,755
	Moutons et agneaux	têtes.	1846	1,497	5,545	2,695	2,115	2,202	504	12,554
		têtes.	1845	4,254	1,665	1,082	2,067	2,511	1,850	15,209
Bois de construction, non scié	tonn.		1846	68	1	7	2	59	40	177
			1845	42	62	46	80	52	55	295
Café	kil.		1846	476,802	11,265	71,295	84,141	241,282	260,067	1,144,850
			1845	248,505	520,657	14,048	715,016	1,718,590	510,654	5,557,268
Graines de colza, de navettes, de lin et de chanvre	last.		1846	92	15	11	8	1	47	174
			1845	72	156	48	86	528	42	752
Grains	Froment	kil.	1846	1,054,160	115,151	251,585	159,825	182,986	91,092	1,854,599
		kil.	1845	795,020	746,114	926,856	852,000	847,078	6,168,854	10,556,502
	Orge et escourgeon	kil.	1846	1,270,676	450,252	174,684	514,566	194,118	119,965	2,504,204
		kil.	1845	1,210,719	1,165,922	1,548,152	5,575,058	2,402,164	710,242	10,242,257
	Avoine	kil.	1846	164,096	200,762	15,554	59,590	11,695	5,606	455,194
		kil.	1845	186,681	554,577	122,517	827,860	811,514	498,245	2,801,592
Laines en masse	kil.		1846	12,797	24,047	11,248	7,815	21,958	54,157	112,000
			1845	"	"	"	"	"	"	185,900
Lin brut	kil.		1846	25,076	96,929	60,469	54,951	18,032	1,624	257,081
			1845	17,750	56,919	52,490	18,595	25,457	15,595	142,415
Tabacs	Non fabriqués d'Europe, Virginie, Maryland et Amérique septentrionale	kil.	1846	51,556	8,065	22,651	10,275	59,489	3,729	157,725
		kil.	1845	15,544	38,881	15,511	104,851	104,151	40,599	516,957
	Fabriqués, en carottes, en poudre, etc	kil.	1846	986	507	579	954	5,498	867	7,191
		kil.	1845	958	570	426	1,845	4,580	2,905	11,032

MARCHANDISES.	UNITÉS.	ANNÉES.	JANVIER.	FÉVRIER.	MARS.	AVRIL.	MAI.	JUIN.	TOTAL. pour 1 ^r semestre.
---------------	---------	---------	----------	----------	-------	--------	------	-------	--

EXPORTATIONS DE BELGIQUE (MARCHANDISES BELGES).

Armes portatives	fr.	1846	2,681	26,354	52,414	16,120	8,695	80,316	186,560
		1845	5,175	984	1,892	12,970	15,527	52,290	66,845
Charbon de terre	tonn.	1846	6,697.—	6,641.—	8,220.—	3,156.—	2,096.—	1,165.—	27,973.—
		1845	10,056.—	4,578.—	7,356.—	19,350.—	27,565.—	26,561	95,216.—
Fer-fonde ouvrée	kil.	1846	4,554	28,450	5,708	21,987	1,805	5,041	67,425
		1845	57,769	8,942	2,552	5,428	11,070	45,716	111,477
Fer.	kil.	1846	10,247	11,791	29,759	5,955	29,296	8,266	95,274
		1845	29,949	10,058	19,501	177,276	40,522	24,517	501,405
	kil.	1846	40,412	85,580	189,749	228,446	156,517	99,002	797,506
		1845	500,968	147,185	252,528	659,420	551,900	255,544	1,925,145
Livres brochés, en feuilles et reliés.	kil.	1846	2,198	5,116	4,525	4,169	4,074	5,014	20,894
		1845	5,291	6,502	7,684	6,040	5,255	50,689	62,541
Machines et mécaniques, appareils complets en fer.	kil.	1846	3,252	18,548	15,984	65,594	1,292	8,896	116,056
		1845	4,662	510	521	2,900	4,498	51,029	45,720
Tissus.	kil.	1846	19,186	52,540	80,529	92,292	68,508	47,286	540,501
		1845	59,525	41,265	66,104	152,245	90,775	64,715	454,625
	kil.	1846	5,050	6,655	11,057	11,020	5,578	1,501	58,639
		1845	1,588	5,825	7,775	9,556	4,987	5,846	51,555
	kil.	1846	959	801	1,647	1,506	1,668	1,429	7,990
		1845	1,505	2,209	2,459	2,070	1,585	145	9,569
kil.	1846	5,200	15,117	28,899	16,022	22,940	50,014	114,192	
	1845	22,555	18,050	21,097	60,082	41,448	56,089	199,279	
Verreries.	kil.	1846	1,708	10	602	767	1,262	1,026	5,575
		1845	8,818	6,192	4,191	7,505	8,629	15,541	48,676
	kil.	1846	56,504	65,850	65,852	110,255	55,780	59,287	415,488
		1845	106,728	56,727	87,557	227,295	147,985	197,456	825,616
Zinc laminé	kil.	1846	2,210	55,024	40,471	12,052	55,755	26,077	147,549
		1845	10,866	24,771	9,247	70,711	59,851	29,958	185,564

POISSONS.

EXPORTATIONS DE BELGIQUE (COMMERCE SPÉCIAL).

ESPÈCE DE POISSON.	1911.		1912.		1913.		1911.		1913.		
	Quantité.	Valeur	Quantité	Valeur.	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité.	Valeur	
<i>Poissons frais :</i>											
Poissons fins	kil	francs	ko	francs	kil	francs	kil	francs	Quantité.	Valeur	
	74,860	57,429	125,695	49,478	65,905	26,562	98,532	59,413	50,755	12,502	
— communs	3,720	1,116									
Morue	tonnes		tonnes		tonnes		»	»	tonnes		
	22	580	9	257	509 $\frac{1}{2}$	8,182	»	»	1 $\frac{1}{4}$	55	
Harengs en saumure	1 $\frac{1}{4}$	52	2 $\frac{1}{4}$	56	5 $\frac{2}{3}$	158	tonnes	7	185	8 $\frac{1}{4}$	218
— secs, saurés ou fumés.	pièces		pièces		pièces		pièces		pièces		
	200	4	200	4	200	4	907	18	674	15	
Sardines fumées	23,780	476	11,856	257	19,720	594	»	»	2,800	56	
Stockvisch	kil		kil		kil		kil		kil		
	13,864	3,465	45,971	10,992	22,155	5,555	54,559	8,585	12,282	5,070	
Saumons, anchoix	7,979	7,979	9,150	9,150	8,712	8,712	12,144	12,144	7,547	7,547	
Huitres	»	4,915	»	8,177	»	2,812	»	65,500	»	51,426	
Moules	»	26,865	»	5,740	»	750	»	1,856	»	12,026	
Écrevisses	»	522	»	1,095	»	5,555	»	2,875	»	4,601	
TOTAL	»	francs 77,586	»	francs 85,266	»	francs 56,622	»	francs 150,576	»	francs 71,092	

TABLEAU indiquant la diminution de revenu qui résultera pour le Trésor belge, de dans l'hypothèse que cette importation resterait ce qu'elle a été en

DÉSIGNATION DES ESPÈCES.	BASIS des DROITS.	DROITS D'ENTRÉE	
		SUIVANT LE TARIF GÉNÉRAL.	SUIVANT LE TRAITÉ.
Café, originaire des possessions néerlandaises aux Indes orientales, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 7,000,000 de kilogrammes	100 kil.	fr. 15 50	fr. 9 99
Tabacs, en feuilles ou en rouleaux, jusqu'à concurrence d'une quantité totale de 180,000 kilogrammes par an, savoir :			
— de Porto-Rico, de Havane, de Colombie et d'Orénoque.	100 "	17 50	15 "
— de St-Domingue et des Grandes-Indes	100 "	15 "	12 50
— autres de pays hors d'Europe.	100 "	12 50	10 "
Bois, venant du Rhin et originaires des états du Zollverein :			
— non sciés, toute espèce de bois en grume ou non sciés propres à la construction civile et navale	Tonn. de mer.	5 "	2 "
— sciés; planches, solives, poutres, madriers et toute autre espèce de bois sciés, entièrement coupés ou non, de plus de 5 centimètres d'épaisseur	"	12 "	9 "
— de 5 centimètres et moins d'épaisseur	"	18 "	15 50
Arack et rhum, en cercles	Hect.	8 "	6 50
Bois, non sciés; toute espèce de bois en grume ou non sciés propres à la construction civile et navale	Tonn. de mer.	5 "	4 "
— sciés; planches, solives, poutres, madriers et toute autre espèce de bois sciés, entièrement coupés ou non, de plus de 5 centimètres d'épaisseur	"	12 "	11 "
— de 5 centimètres et moins d'épaisseur.	"	18 "	16 50
Cannelle, de Chine et cassia-ligüea	100 kil.	50 "	26 "
— de Ceylan et autres lieux	Le kil.	2 "	1 50
Cendres gravelées (potasse, perlasse et vélassé).	100 kil.	3 "	2 "
Coton, en laine, originaire de la colonie néerlandaise de Surinam	100 "	2 25	1 70
Épicerics, macis, noix muscades, clous de girofle, antolle de girofle et autres épicerics non spécialement tarifées	100 fr.	18 "	15 "
Étain brut	100 kil.	5 "	2 "
Gingembre sec	100 "	50 "	25 "
— confit.	100 "	50 "	40 "
Poivre et piment	100 "	19 "	17 "
Rotins bruts.	100 "	3 50	2 50
Stockfish	100 "	3 "	2 50
Tabacs, en feuilles ou en rouleaux :			
— de Porto-Rico, de Havane, de Colombie et d'Orénoque.	100 "	17 50	16 50
— de St-Domingue et des Grandes-Indes	100 "	15 "	14 "
— autres de pays hors d'Europe.	100 "	12 50	11 50
— côtes de tabac	100 "	14 "	15 "
Thés	100 "	100 "	60 "
Chanvre en masse, y compris le chanvre de Manille	100 "	5 50	20 "
Graines de colza, de navette, de chènevis ou de chanvre, de lin, de sésame, de caméline et toutes autres graines oléagineuses non spécialement tarifées	Le lait.	5 "	4 25
Graisses, suif, dégras, saindoux, etc., à l'exception de la stéarine.	100 kil.	5 50	2 50
Huiles de baleine, de chien-marin, de cachalot et de spermaceti.	Hect.	16 "	14 "
— de palme	100 kil.	3 50	2 50
Sucre brut de canne, originaire des possessions néerlandaises aux Indes orientales	100 "	4 25	2 50

NB. Le mode différent d'après lequel le tableau du commerce belge et le tarif néerlandais classent les mêmes produits, a rendu certains calculs impossibles. C'est ce qui explique les lacunes du tableau. Cela fait aussi que plusieurs des résultats obtenus ne peuvent être présentés que comme des approximations plus ou moins exactes.

L'application du traité, en ce qui concerne l'importation des objets désignés à l'art. 14, moyenne pendant les quatre années 1841, 1842, 1843 et 1844.

Moyenne annuelle de l'importation des Pays-Bas en Belgique, pendant les années 1841, 1842, 1843 et 1844.		SOMMES qui seraient perçues si le tarif général était appliqué	SOMMES qui seraient perçues par application du tarif établi par le traité	Différence en faveur des produits non imposables entre les perceptions d'après le tarif général et les perceptions d'après le traité	Observations.
QUANTITÉS.	VALEURS.				
kil.	fl.	fl.	fl.	fl.	
(a) 7,000,000	9,000,000	1,085,000	699,500	385,700	a) On n'a appliqué les calculs qu'à une quantité de 7,000,000 de kilogrammes de café.
(b) 7,500	15,125	1,512	1,125	187	b) On n'a appliqué les calculs qu'à une quantité de 180,000 kilogrammes de tabac. — Au delà de ces quantités, les Pays-Bas rentrent dans le droit général.
8,500	15,600	1,275	1,062	215	
164,000	257,800	20,700	16,400	4,500	
(c) "	"	"	"	"	c) L'imp. n'en est pas spécifiée au tableau du commerce belge
"	"	"	"	"	
58	6,995	464	577	87	
(¹) 656	51,000	5,180	2,544	656	(¹) Imp. de 1844
(²) 1,177	88,000	17,655	16,185	1,472	(²) Ce chiffre comprend les bois sciés de plus de 5 centimètres et de moins de 5 centimètres d'épaisseur. La moyenne des droits a été appliquée
7,754	15,469	2,520	2,007	515	
1,900	45,621	5,600	2,850	750	
595,663	245,275	12,809	7,875	1,936	
(³) "	"	"	"	"	(³) Imp. non spécifiée au tableau du commerce belge
"	92,221	16,599	15,855	2,766	
105,980	201,557	5,179	2,219	960	
5	5	90	75	15	
255	535	126	101	25	
1,542	1,584	292	202	50	
164,298	154,298	2,140	1,597	555	
76,751	19,185	2,501	1,928	575	
59,000	71,000	6,525	6,135	590	
40,000	65,000	6,000	5,600	400	
858,000	1,502,000	107,250	98,670	8,580	
16,000	8,000	2,240	2,080	160	
9,018	89,862	0,018	5,410	5,608	
18,776	15,021	657	575	281	
1,164	811,600	5,820	4,947	885	
62,592	62,592	2,100	1,564	626	
1,212	44,905	19,592	16,968	2,424	
99	84	5	1	2	
(⁴) "	"	"	"	"	(⁴) Imp. non spécifiée au tableau du commerce belge.
				420,870	

LITT. B.

TABLEAU indiquant la diminution de revenu qui résultera, pour le trésor, de l'application de l'hypothèse que cette importation resterait ce qu'elle a été en moyenne, pendant

DÉSIGNATION DES ESPÈCES.	BASES des DROITS.	DROITS D'ENTRÉE	
		SUIVANT LE TARIF GÉNÉRAL.	SUIVANT LE TRAITÉ.
HARENGS, secs, saurés, fumés, frais ou braillés et plies séchées	1,000 pièces.	Par mer :	
		Pavillon belge.	8 ^{fr.} 3 ^{ct.} »
		Id. néerland.	10 » 5 »
		Par rivières et ca- naux.	11 » 5 »
HARENGS en saumure ou au sel sec.	La tonne.	Par mer :	
		Pavillon belge.	13 » 6 »
		Id. néerland.	15 » 6 »
		Par rivières et ca- naux.	16 » 6 »
POISSONS DE MER FRAIS :	100 kilogram.		
		Id. communs, tels que raies, flottes, plies, esturgeons	12 » 5 »
Id. fins, tels que turbots, barbues, soles, cabillauds, éclefins, éperlans, merlans, elbots.	"	12 »	9 »
SARDINES fumées	1,000 pièces.	7 95	4 »
MORUE en saumure ou au sel sec.	La tonne.	25 »	10 »

tion du traité, en ce qui concerne l'importation des poissons venant des Pays-Bas, dans les quatre années 1841, 1842, 1843 et 1844. (Article 18 du traité)

MOYENNE ANNUELLE de l'importation des Pays-Bas en Belgique, pendant les années 1841, 1842, 1843 et 1844		SOMMES qui seraient perçues si le tarif général était appliqué	SOMMES qui seraient perçues par application du tarif établi par le traité	DIFFÉRENCI en faveur des produits néerlandais entre les perceptions d'après le tarif général et les perceptions d'après le traité	Observations
Quantités	Valeurs				
	francs »	francs »	francs »	francs »	
1,000,000	20,000	10,000	5,000	5,000	
5,000,000	100,000	55,000	25,000	30,000	
200 tonn	5,280	2,600	1,200	1,400	
»	»	»	»	»	
2,064 tonn.	54,489	33,042	12,384	20,640	
559,250 (a)	167,775	67,110	27,962	39,148	α) La proportion entre la quantité de poisson commun importé et la quantité de poisson hu est supposée approximativement être de 4 : 1
153,083	75,541	18,369	7,654	10,715	
276,399	5,527	2,198	1,105	1,093	
1,402	37,012	35,050	14,020	21,030	
				129,026	

LIII C

TABLEAU indiquant la diminution de revenu qui résultera pour le Trésor de dans l'hypothèse que cette importation restera ce qu'elle a été, en

DESIGNATION DES ESPÈCES.	BASE d DROITS	DROITS D'IMPORTATION		MOYEN ANNUEL de l'importation des Pays Bas en Belgique, pendant les années 1841, 1842, 1843 et 1844	
		sur le TARIFF GÉNÉRAL	sur le LE TRAITÉ	QUANTITÉS	VALEURS
		li	li	klr	li
Bœufs — Taureaux, bœufs et vaches autres que ceux destinés plus bas	klr	10	07 1/2	(1) 2500 000	1 400 000
Canillons bouillons et genisses, ayant encore quatre dents de lait, ainsi que veaux pesant 50 kil ou plus	klr	10	0 1/2	2 270 000	500 000
Moutons et agneaux	klr	15	09	912 000	424,000
Fromage	100 klr	10 60	7	1,057 505	726 255
Tapis de poil de vache	100 klr	50	10 (ad val)	2 217	19 560
Coatings, calinooks, duffels, trefaines fines, kerseys, brics couvertures et autres tissus de laine, lourds et épais de la même nature	100 klr	160	96 50	5 552	57 174
Perches de sapin, originaires du duché de Limbourg et n'ayant pas plus de 70 cent de circonférence au gros bout, importées directement par la Meuse ou le canal latéral	tonneaux de mer	5	6 1/2	()	
Céréales récoltées dans le duché de Limbourg				()	

l'application du traité, en ce qui concerne l'importation des objets désignés à l'art. 23, moyenne, pendant les quatre années 1841, 1842, 1843 et 1844.

SOMMES qui seraient perçues si le TARIF GÉNÉRAL était applicable	SOMMES qui seraient perçues par application du TARIF établi par le traité	DIFFÉRENCI en faveur des produits nécessaires entre les perceptions d'après le tarif général et les perceptions de par le traité	<i>Observations.</i>
fr 280,000	fr 210,000	kil 70,000	
227,000	115,000	114,000	(1) Les tableaux du commerce belge n'indiquent l'importation des bestiaux que par têtes, non par kil ; les résultats obtenus ne sont donc que des approximations plus ou moins exactes. On a calculé sur le pied de 100 kil par tête pour les tureaux et vaches, de 500 kil pour les juments, de 92 kil pour les veaux de plus d'un an.
156,000	82,000	74,000	
109,000	72,000	37,000	
2,000	1,900	100	
7,700	5,466	2,234	
,	"		(2) D'après le tableau du commerce l'importation de perches venant des Pays Bas représente une valeur de 8,000 francs. L'importation du Limbourg spécialement n'est pas indiquée. Le résultat néglige est peu important.
,	"		(3) L'importation n'en est pas spécifiée au tableau du commerce. C'est une concession dont le Limbourg jouissait avant la conclusion du traité non seulement en vertu d'une loi spéciale, mais par l'effet même des stipulations de la convention du 15 décembre avec la France. Au surplus, les céréales profitent peu en fait en Belgique du moment où l'entrée est libre.
		277,534	

LITT. D.

TABLEAU indiquant le bénéfice qui pourra résulter annuellement en faveur des droits des possessions néerlandaises

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	BASES des DROITS.	DROITS D'ENTRÉE appliqués aux expéditions sous pavillon belge, vers la Belgique.		RÉPARTITION de la quantité de 8,000 ton- nes admise aux droits réduits.
		Suivant le TARIF GÉNÉRAL.	Suivant LE TRAITÉ.	
Café	100 kil.	Fr. 18 c. 37	Fr. 7 c. 52	5,000 tonneaux
Sucre brut.	100 fr.	7 "	"	2,000 "
Riz	100 kil.	" 34	" 18	500 "
Articles divers	"	"	"	500 "

*commerce belge, de l'application du traité, en ce qui concerne l'exportation des pro-
duites aux Indes orientales.*

SOMMES qui seraient perçues si le tarif général était appliqué.		SOMMES qui seront éventuellement perçues en vertu du traité.		DIFFÉRENCE en faveur du COMMERCE BELGE.		<i>Observations.</i>
Fr.	c.	Fr.	c.	Fr.	c.	
678,500	»	376,000	»	302,500	»	
120,000	»	»	»	120,000	»	
1,700	»	900	»	800	»	
»	»	»	»	46,700	»	
		TOTAL . . .		470,000	»	
En supposant que nous n'expor- tions que 4,000 tonneaux . . .				235,000	»	

LITT. E.

TABLEAU indiquant le bénéfice qui résultera, en faveur du commerce belge, de l'appli-
aux articles 20 et 21 du traité, dans l'hypothèse où cette importation resterait ce

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	BASE DES DROITS.	DROITS D'ENTRÉE DANS LES PAYS-BAS.	
		Suivant la loi du 19 juin 1845.	Suivant le traité.
Bonneterie, Dentelles et tulles	100 fl.	6 "	5 "
Cuir tannés et préparés, non spécialement tarifés	100 kil.	10 "	8 "
Fer, ouvrages et ustensiles de fer forgé, battu ou laminé.	100 fl.	6 "	2 "
Clous	100 kil.	1 50	" 75
Fil de lin, de chanvre et d'étoupes, à coudre	100 kil.	15 "	12 "
Coutellerie, Mercerie	100 fl.	6 "	5 "
Meubles	100 fl.	10 "	8 "
Papiers. Papier colorié (<i>schits papier</i>)	100 kil.	8 "	5 % de la valeur.
— A meubler	100 fl.	10 "	6 "
— De toute autre espèce, papier de musique, ainsi que les registres.	100 kil.	8 "	6 "
— Cartes à jouer.	100 kil.	10 "	6 "
Tissus. Toiles et étoffes de coton, écruës, blanchies, teintes ou imprimées	100 fl.	6 "	4 "
— De coton et laine, sans autre mélange, dont la chaîne est exclu- sivement de coton et dont 6 mètres pèsent un kil. ou plus	100 kil.	54 "	4 % de la valeur.
— et étoffes de laine. Draps, casimirs et autres étoffes remplaçant les draps et casimirs	100 kil.	45 "	50 "
— — Toute autre espèce d'étoffes de laine pure ou mélangée, dont six mètres pèsent un kil. ou plus	100 kil.	54 "	50 "
— — Toute autre espèce d'étoffe de laine pure ou mélangée, dont six mètres pèsent moins d'un kil.	100 fl.	6 "	5 "
— Toiles et étoffes de lin, de chanvre et d'étoupes :			
— — écruës ou blanchies.	100 fl.	5 "	1 "
— — teintes ou imprimées, ainsi que toiles à carreaux dites <i>bonten</i> , toiles pour nappes et serviettes, écruës ou blan- chies, toiles damassées, batistes et toiles de Cambrai.	100 fl.	6 "	5 "
Verreries. Verre à vitres, et tuiles de verre, y compris le verre à vitre dépoli :			
— Dépoli	100 kil.	1 50	6 % de la valeur.
— Colorié, à figures ou à fleurs, en blanc	100 kil.	5 "	6 % de la valeur.
— Glaces non étamées	100 fl.	8 "	6 "
— — étamées	100 fl.	10 "	6 "
Bière	hectol.	15 87	5 "
Houille	"	"	"

NB. On devrait ajouter au chiffre de 537,561 francs, le bénéfice qui résultera du traité pour nos papiers coloriés, blancs, gris, etc., et nos tissus de coton mélangés, bénéfice qui n'a pu être déterminé exactement.
Même observation générale qu'au litt. A.

cation du traité, en ce qui concerne l'importation dans les Pays-Bas des produits désignés qu'elle a été en moyenne, pendant les quatre années 1841, 1842, 1843 et 1844.

MOYENNE ANNUELLE De l'importation de Belgique dans les Pays-Bas, pendant les quatre années de 1841, 1842, 1843 et 1844		SOMMES qui seraient perçues si le tarif de la loi du 19 juin 1843 était appliqué	SOMMES qui seront perçues par application du tarif établi par le traité	DIFFÉRENCI en faveur des pro- duits belges entre les perceptions d'a- près le tarif de la loi du 19 juin 1843 et les perceptions d'après le traité	Observations.
QUANTITÉS.	VALEURS.				
kil	Francs	fl	fl	fl	
"	791,947	47,516	59,597	8,919	
"	50,700	1,100	880	220	
248,773	449,509	26,970	8,990	17,980	
2,746,042	1,617,659	41,190	20,595	20,595	
68,189	294,785	10,228	8,182	2,046	
"	157,985	8,278	4,159	4,159	
"	220,262	22,026	17,620	4,406	
"	(1) "	"	"	"	(1) Imp non spécifiée au tableau du commerce
"	21,827	2,182	1,509	875	
"	(2) 141,555	"	"	"	(2) Le droit est au poids, et le tableau du commerce indique seulement la valeur de l'exportation
"	(3) 47,555	"	"	"	(3) Le tableau de commerce ne fait pas connaître le poids de la quantité de cartes exportées.
452,514	5,323,267	519,596	212,950	106,466	
(4) "	"	"	"	"	(4) Importation non spécifiée au tableau du commerce belge
60,000	1,500,000	27,000	18,000	9,000	
(5) 29,000	700,000	37,000	19,000	18,000	(5) Les calculs sont faits sur des moyennes.
(6) 475,011	4,572,558	21,575	9,500	11,875	(6) Id
5,242,967	5,242,967	78,644	514,578	(7) 235,934	(7) Différence en plus. Il faut tenir compte, dans l'appréciation de ce résultat, du taux d'évaluation adopté par le tableau de commerce pour les verreries — Au lieu de 235,934 en plus, on devrait lire 39,322 en moins. C'est ce dernier chiffre qui est compris dans l'addition des différences
"	9,396	751	565	168	
"	26,195	2,619	1,571	1,048	
825 hectol.	9,951	15,105	4,110	8,941	
"	"	"	"	"	
			TOTAL EN FL	235,998	
			SOIT EN FR.	557,561	

LITT. F.

ÉTAT RÉCAPITULATIF.

Sacrifices imposés au trésor belge.

TABLEAU A.	Art. 14	du traité		fr. 420,000
»	B.	»	18	129,000
»	C.	»	23	277,000
TOTAL.				fr. 826,000

Sacrifices imposés au trésor néerlandais.

TABLEAU D.	Art. 15	du traité		fr. 235,000
»	E.	»	20 et 21	537,000
TOTAL.				fr. 772,000

Différence à charge du trésor belge.

Différence				fr. 54,000
				fr. 54,000

État des chaloupes armées existant de 1832 à 1834.

ANNÉES.	TONNAGE MOYEN.	Total du TONNAGE.	Observations.
1832. {	Ostende 33 tonnes.	2,310	Avant 1834, il n'existait pas de chaloupes de pêche à Anvers.
	Blankenberghe 20 —	1,000	
	Nieuport " —	"	
1833. {	Ostende 33 —	2,244	Ce n'est qu'en 1837 que l'on a commencé en Belgique à allouer des <i>primes</i> à la pêche. — C'est à partir de cette époque que l'on a constaté officiellement le nombre des chaloupes de pêche. — Les indications fournies dans le tableau ci-contre n'ont été recueillies qu'à titre de simple renseignement.
	Blankenberghe 20 —	1,000	
	Nuport " —	"	
1834. {	Ostende 33 —	2,376	
	Blankenberghe 20 —	1,100	
	Nieuport " —	"	

LITT. B.

RELEVÉ des chaloupes de pêche existant de 1836 à 1844, avec indication de leur tonnage et du nombre d'hommes d'équipage.

ANNÉES.	NOMBRE DE CHALoupES.	TONNAGE.	NOMBRE D'HOMMES D'ÉQUIPAGE.
1836	181	4,774	1,045
1837	175	4,611	1,007
1838	181	4,994	1,065
1839	185	5,096	1,075
1840	189	5,541	1,124
1841	185	5,265	1,108
1842	186	5,585	1,155
1843	195	5,512	1,169
1844	199	5,656	1,187